

Echos de la Représentation de la FAO au Tchad



N°21 - février-mars 2014

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

Editorial

Agir maintenant pour éviter la catastrophe

Fin mars, le nombre des populations retournées et réfugiées fuyant la crise de la République Centrafricaine avoisine les 100 000 personnes. Le chiffre est appelé à évoluer d'autant que les afflux continuent. Sur les sites Sido, Mbitoye, Moundou et N'Djaména où ils arrivent, ces migrants sont généralement dépourvus de tout. Le Gouvernement, les agences des Nations Unies et les ONGs leur apportent une assistance pour faire face aux besoins immédiats. Mais au-delà de cette situation urgente, de nombreux défis se posent, surtout pour la plupart dont la principale activité est l'agriculture et l'élevage.

Pour la FAO, ces producteurs qui ont fuit les atrocités devraient retrouver assez rapidement les conditions de vie digne et leur permettant de renouer avec les activités de production. Des arrangements mêmes temporaires pour accéder aux terres cultivables et aux intrants agricoles essentiels (outils, semences, etc) est une des préoccupations prioritaires de ces agro-pasteurs. Il en est de même pour les éleveurs dont les troupeaux ont besoin d'eau, de pâturages, de compléments alimentaires, de soins vétérinaires voire de vaccination quand on sait que certains troupeaux n'ont pas reçu ce type de soins



UNICEF TCHAD

depuis très longtemps en raison de la situation de crise en RCA.

La FAO estime que la pression sur les ressources naturelles pourra s'accroître, et que cela accentuera les compétitions qui risqueraient de générer des conflits entre communautés. Des actions stratégiques pour anticiper ces formes de crises pourraient être avantageusement soutenues par la sensibilisation et le dialogue intercommunautaire.

L'approche de la saison des pluies renforce l'urgence et devrait être mise à profit pour poser des actions

pertinentes et concrètes sans quoi, tous les acquis des efforts de construction de la résilience, entrepris depuis plusieurs années dans ces zones seraient réduits à néant avec les risques d'épizooties et d'insécurité alimentaire, qui pourraient survenir. Le gouvernement, les Nations Unies, les ONGs, et tous les partenaires techniques et financiers dans un même élan se préoccupent de la situation actuelle. Agir maintenant, c'est préserver les acquis de la résilience qui reste, par ailleurs, encore à consolider.

Pour aller plus loin: p.3, 12 & 13

La Représentation de la FAO au Tchad vous invite à visiter son nouveau site internet



www.fao.org/tchad/fr/

Réunion technique de coordination des réseaux de santé animale d'Afrique Centrale

La FAO a organisé du 24 au 28 mars 2014 au Tchad la réunion annuelle de coordination des réseaux de santé animale d'Afrique du Centre représentés par le RESEPI (Réseau régional des systèmes d'épidémiosurveillance nationaux pour l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et les autres maladies prioritaires) et le RESOLAB (Réseau des laboratoires vétérinaires de diagnostic de l'IAHP et des autres maladies transfrontalières d'Afrique de l'Ouest et du Centre).

La réunion de N'Djaména avait pour but de faire le bilan des activités des laboratoires et des systèmes nationaux d'épidémiosurveillance. Elle a permis de discuter des mécanismes de l'institutionnalisation du RESEPI/RESOLAB-Afrique Centrale (AC) au sein de la CEEVHIRA, des arrangements institutionnels de coopération entre la CEEVHIRA et les partenaires techniques et financiers ; d'explorer les sources et les mécanismes de financement pour le fonctionnement et la mise en œuvre des activités du RESEPI/RESOLAB-AC, et d'élaborer un cadre institutionnel et technique pour la désignation de laboratoires régionaux en Afrique Centrale. Ont participé à cette réunion, les Directeurs des Services Vétérinaires et des points focaux des réseaux en provenance des Etats Membres de la CEEAC : Angola, Burundi, Cameroun, Congo DR, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, Sao Tome & Principe et Tchad.

Cette réunion a été organisée avec le soutien du projet IDENTIFY de l'USAID et le Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis (USDA) en collaboration avec les coordinations desdits réseaux.

La participation de la CEEVIRHA à cette rencontre ouvre de nouvelles perspectives et un cadre favorable pour démarrer et promouvoir les activités du RESEPI/RESOLAB – Afrique Centrale. Par ailleurs, cette première réunion de coordination du RESEPI/RESOLAB-AC, s'inscrit dans le cadre du « Global Framework for the progressive control of Transboundary Animal Diseases » (GF-TAD Afrique) et abordera les aspects technico-institutionnels de la mise en place et du fonctionnement d'une telle plateforme en Afrique Centrale avec le soutien de la FAO, de l'OIE* et l'UA-BIRA**.

Lancés respectivement en 2007 et 2008 par la FAO avec le soutien de USDA, le RESEPI et le RESOLAB se sont fixés pour objectifs d'améliorer les capacités de diagnostic des laboratoires des pays membres et de renforcer les systèmes nationaux de



surveillance des maladies animales en Afrique de l'Ouest et du Centre. C'est ainsi que l'assistance de l'Unité FAO – ECTAD*** de Bamako a permis le renforcement de la capacité des services de santé animale en Afrique de l'Ouest et du Centre par la dotation des services d'épidémiologie et de laboratoire en équipements et réactifs, la formation des experts nationaux spécialistes des laboratoires et des épidémiologistes.

Mobilisation des ressources

En dépit de ces réalisations, les réseaux de santé animale restent confrontés à des contraintes liées principalement à la faible mobilisation des ressources financières et au manque de leur réelle appropriation par les pays membres et les Communautés Economiques Régionales que sont la CEDEAO et la CEEAC, mettant ainsi en péril leur fonctionnement et leur existence. Dans le souci de garantir leur durabilité et tenant compte de leur importance dans la mise en œuvre des politiques nationales et régionales de lutte contre les maladies transfrontalières, d'importantes décisions ont été prises au cours des dernières rencontres RESEPI et RESOLAB à savoir notamment la scission en deux de ces réseaux correspondant aux zones géographiques couvertes par la CEDEAO et la CEEAC à travers la création

du RESEPI/RESOLAB – AC pour l'Afrique Centrale et le RESEPI/RESOLAB – Afrique de l'Ouest pour la région correspondante. La décision de cette scission a été prise à la fois lors de la deuxième réunion de coordination du RESEPI (Accra, Ghana du 10 au 13 septembre 2012) et lors de la sixième réunion de coordination du RESOLAB (Dakar, Sénégal, du 03 au 07 décembre 2012). Les mécanismes institutionnels et opérationnels du transfert de la coordination de ces réseaux aux coordinateurs régionaux ont été arrêtés lors la réunion des coordinateurs des réseaux tenue à Bamako du 12 au 14 novembre 2013.

*OIE: Organisation Internationale pour l'Elevage

**UA-BIRA: Union Africaine – Bureau Interafricain des ressources animales

***ECTAD: Emergency Centre for Transboundary Animal Diseases



Mobilisation pour les migrants de Centrafrique

Alors que les afflux de personnes fuyant les exactions en Centrafrique continuent, l'approche de la saison des pluies impose de grands défis aux agences du système des Nations-Unies et leurs partenaires.

Selon les derniers chiffres de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), 92 382 retournés, réfugiés et ressortissants de pays tiers sont arrivés au Tchad depuis le 21 décembre 2013. Les femmes constituaient la grande majorité des arrivées au début des évacuations avant d'être progressivement rejointes par les hommes. Actuellement, elles représentent 51 pourcent contre 49 pourcent d'hommes. Les retournés comptent pour 63 pourcent de l'effectif total alors que les réfugiés représentent 36 pourcent et les ressortissants des pays tiers seulement un pourcent, selon l'OIM. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a enregistré 1 062 mineurs non accompagnés ou séparés parmi ces personnes. Plus de 57 000 personnes dans les centres de transit de Sido, Doyaba, Goré, Doba, Mbitoye et Moundou attendent d'être relocalisées dans de nouveaux centres de transit dans le sud. Le Gouvernement tchadien a identifié et attribué deux nouveaux sites pour désengorger les six sites du sud (Doyaba, Sido, Doba, Mbitoye, Goré et Moundou). La gestion de ces sites a été confiée aux ONG Agence de Développement Economique et Social (ADES), Secours Catholique et Développement (SECADEV) et la Croix Rouge Tchadienne (CRT).

Urgences

Avec l'approche de la saison des pluies, de nombreux défis s'annoncent. Selon les estimations du SNU, il faut 15,2 millions de dollars pour répondre aux situations d'urgence dans les six mois à venir. Ces fonds sont nécessaires à la construction des abris, à l'amélioration des conditions de vie et d'hygiène, mais aussi pour assurer un minimum d'assistance aux communautés d'accueil qui subissent des pressions socio-économiques énormes. Pour mieux répondre aux besoins des retournés arrivés dans le sud du pays, le gouvernement a identifié et disposé deux nouveaux sites pour la relocalisation des retournés de Doyaba, Sido (Danamadji), Goré et Doba (Danamadja). Un troisième site est en prospection pour accueillir ces personnes. La durée maximale du séjour dans les centres de transit est passée de dix jours à un an, pour permettre aux retournés tchadiens dont la plupart ont perdu les liens familiaux, de mieux



Les migrants et leurs troupeaux ajoutent une pression supplémentaire sur les maigres ressources disponibles tant pour l'alimentation humaine que pour le bétail

préparer le retour dans leurs localités d'origine. Le Gouvernement du Tchad a désigné trois ONG nationales pour gérer ces sites. Le protocole d'accord avec les ONG a été signé le 28 mars 2014. Le Gouvernement continue l'élaboration du plan de réponse étatique avec l'appui du PNUD. L'équipe chargée de l'élaboration de ce plan se rendra sur le terrain en avril. Le Gouvernement entend utiliser cet exercice comme base pour les contingences futures. Le plan d'action d'urgence du Gouvernement pourrait être disponible en mai prochain.

L'urgence d'appuyer les agriculteurs et éleveurs

Les conséquences liées à l'arrivée massive des migrants fuyant la crise en RCA continuent malheureusement à prendre de l'ampleur et suscitent des inquiétudes si la situation n'est pas gérée de façon efficace et inclusive des aspects humanitaires. Des dizaines de milliers de personnes arrivent sans biens, ni provisions pour se prendre en charge. Toutes ces personnes semblent avoir des conditions de vie très précaires. La majorité de ces populations a un passé agricole et se trouve dans des milieux d'accueil où l'accès à la terre ne devrait pas poser de problèmes selon les avis

préliminaires des populations hôtes. D'autres sont des éleveurs qui ont réussi à fuir avec au moins une partie de leurs troupeaux dont l'état sanitaire mérite des mesures préventives. Les migrants et leurs troupeaux ajoutent une pression supplémentaire sur les maigres ressources disponibles tant pour l'alimentation humaine que pour le bétail (ressources fourragères et de l'eau). Cette situation qui s'accroît de jour en jour mérite une attention particulière car elle risque de générer des tensions entre éleveurs et agriculteurs d'une part mais aussi entre éleveurs d'autre part.

Etant proche de la saison des cultures pluviales, des appuis intégrant les besoins spécifiques de l'ensemble des populations en présence aura un effet remarquable sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, et aussi sur la cohabitation pacifique et la prévention des conflits.

La FAO lance une alerte pour que dès à présent, les ressources nécessaires soient mises à disposition pour anticiper des situations de crise qui seraient difficiles et certainement plus coûteuses à gérer plus tard.

PDDAA Une étape importante franchie dans la formulation du Plan National d'Investissement du Secteur Rural

Dans le cadre de l'appui de la FAO à la mise en œuvre du processus Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) au Tchad, une mission conjointe composée d'experts de la FAO a séjourné au Tchad du 5 au 20 mars 2014, pour renforcer les capacités du Point Focal National (PFN), du Secrétariat élargi de l'Equipe Pays Multisectorielle (EPM) du PDDAA et des cinq consultants nationaux pour le chiffrage détaillé du Plan National d'Investissement du Secteur Rural (PNISR) et la rédaction de la première version provisoire du document.

Cet atelier s'inscrit dans la logique des activités définies dans la feuille de route du PDDAA. Il a permis d'impliquer différents acteurs du secteur rural dans l'élaboration du PNISR mais surtout d'amorcer une opération de communication intersectorielle en vue de la mobilisation progressive des partenaires.

Au cours de cet exercice, les participants, représentant les services publics et privés du secteur rural, les ONG ainsi que les organisations des producteurs ont passé en revue l'architecture du PNISR proposée par les consultants sur la base des différents documents d'orientation stratégique et plans d'actions validés. L'examen de la matrice proposée a permis aux uns et autres de bien maîtriser l'approche et de procéder ainsi au chiffrage des coûts des actions prioritaires retenues.

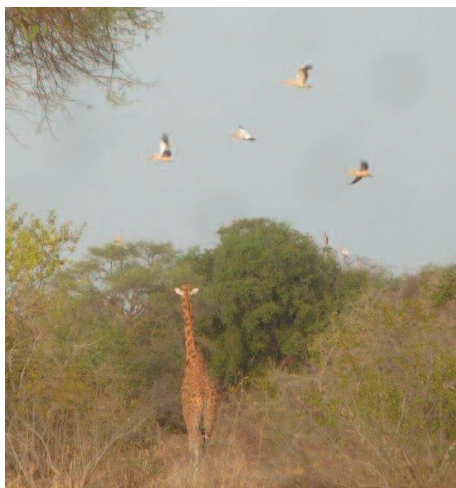
Ces actions, déclinées en cinq programmes notamment (i) gestion durable des ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques, (ii) développement des infrastructures et des équipements du secteur rural, (iii) développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques, (iv) sécurité alimentaire et nutritionnelle, genre et renforcement de la résilience des ménages, (v) recherche adoption et diffusion des technologies, renforcement des capacités humaines et institutionnelles ; prennent en compte l'ensemble des domaines d'intervention du PNISR.

Une première version de la matrice chiffrée des actions prioritaires a été produite, bien que des affinages soient encore en cours avant l'adoption des chiffres applicables au PNISR. Le premier draft du PNISR, en cours de finalisation, sera soumis au cours du mois d'avril 2014 aux différentes institutions nationales pour en recueillir les observations et commentaires.

Il est à noter que les objectifs de la mission ont été largement atteints grâce à l'engagement du bureau de la FAO et de l'appui du point focal du PDDAA, ainsi que l'implication des services du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation.

Le Tchad célèbre le cinquantenaire du parc national de Zakouma avec un message fort sur la protection de l'environnement

D'importantes personnalités se sont rendues à Zakouma dans la région du Salamat pour participer à la célébration du cinquantenaire du parc national. L'évènement a permis de transmettre des messages d'espoir et de plaider, des promesses de soutien et des remerciements, la reconnaissance des mérites individuels pour quelques personnes dont les prestations ont été remarquables, la détermination au plus haut niveau de l'Etat pour protéger le parc et sa biodiversité.



La date du 21 février 2014 a été très particulière pour les Tchadiens et la communauté internationale vivant au Tchad. Il s'agit de la célébration de l'anniversaire du cinquantenaire du parc national de Zakouma, dont la diversité floristique et faunique est bien connue des passionnés de la nature.

L'évènement a été présidé par S.E. M. Idriss Deby Itno, Président de la République en présence du Premier Ministre et des membres du Gouvernement, du Président de l'Assemblée Nationale, des Chefs des Missions diplomatiques et des Organisations Internationales, dont notamment l'Union Européenne, l'Ambassade des Etats Unis, l'Ambassade de France, l'Ambassade de l'Afrique du Sud, l'Ambassade d'Allemagne, la FAO, pour n'en citer que quelques-uns.

Les discours prononcés ont félicités à l'unisson les efforts déployés et la volonté indéniable pour protéger et reconstituer la diversité floristique et faunique de ce parc. S.E. M. le Président de la République a clôturé la session des discours en remerciant les efforts de tous pour leur contributions multiformes qui ont permis d'assurer l'amélioration des conditions du parc jusqu'à leurs niveau actuel, mais il a également évoqué la nécessité de poursuivre cet élan afin d'améliorer la protection et assurer les conditions nécessaires pour faire du parc de Zakouma une référence internationale.

L'évènement a également été un moment pour reconnaître les mérites de quelques personnes ayant travaillé efficacement en faveur de la promotion du parc de Zakouma. Une dizaine de personnes ont ainsi été décorées et élevées aux grades d'officiers de

l'ordre national et de chevalier de l'ordre national du Tchad. Le Président a également inauguré un mémorial érigé en l'honneur de tous ceux qui sont tombés sous les balles des braconniers en accomplissant leur devoir.

Le parc de Zakouma comprend des diversités végétales et fauniques très intéressantes. Pour la faune, il y a lieu de noter la présence d'une partie des Big Five comme le lion, le léopard ou l'éléphant d'Afrique, entouré d'une multitude d'herbivore comme les buffles, les gazelles à front roux et les girafes pour ne citer que les plus connus. D'autres carnivores peuvent également être aperçus, comme le guépard, le serval, l'hyène tachetée ou rayée, à côté de primates (babouins, grivets, patas, galagos du Sénégal...) ou de reptile (serpents, tortue, crocodiles du Nil, varans...). Enfin, plus de 350 espèces différentes d'oiseaux ont été répertoriées dans le parc de Zakouma.

Dans ses efforts pour protéger les ressources naturelles, le gouvernement du Tchad avait saisi environ 1 100 kg de défenses d'éléphants chez des braconniers. Ces pointes d'ivoire ont été publiquement incinérées par le Chef de l'Etat lui-même au cours de la cérémonie pour lancer un message fort de lutte contre les hors la loi qui veulent s'enrichir au détriment de la protection des ressources naturelles et de la sauvegarde de l'environnement.

POINT SUR LA SITUATION ACRIDIE (MARS 2014)

Pendant le mois de mars, les conditions écologiques restent défavorables dans les zones traditionnelles du Criquet pèlerin.

- La situation du Criquet pèlerin est restée calme pendant la période correspondante;
- Aucune équipe n'a été déployée sur le terrain;
- Aucun traitement n'a eu lieu au cours du mois;
- L'Agence Nationale de Lutte Antiacridienne (ANLA) dispose de 43 400 litres de pesticides:
- > 38000 litres de chlorpyrifos-ethyl 240 UL ;
- > 5400 litres de chlorpyrifos-ethyl 450 UL.
- Aucun développement du Criquet pèlerin n'est attendu dans les jours à venir. La situation pourrait changer si les zones de développement du Criquet continuent de recevoir de pluies.

source: ANLA

Rideau sur la 28ème commission régionale de la FAO pour l'Afrique

La FAO a tenu du 24 au 28 mars dernier sa 28ème Conférence régionale à Tunis, capitale de la Tunisie. La Conférence a porté sur « La Jeunesse Africaine dans l'Agriculture et le Développement Rural ». Elle a rassemblé les Ministres de l'agriculture, de hauts cadres des Gouvernements, des représentants de la société civile et les partenaires de 49 pays.

La délégation tchadienne a été dirigée par le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, M. Moussa Mahamat Aggrey qui a rencontré personnellement le DG de la FAO, M. José Graziano da Silva.

Les délégués présents à la conférence se sont penchés sur les questions relatives à l'état actuel et les perspectives de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique. Au cœur des discussions : la jeunesse africaine dans le secteur agroalimentaire et le développement rural, la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région et l'exécution du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) avec un éclairage particulier sur l'agriculture familiale, ainsi que le suivi de la Réunion de haut niveau des dirigeants africains et internationaux sur le thème «Vers une renaissance africaine : un partenariat renouvelé en vue d'une approche unifiée pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025 dans le cadre du PDDAA».

Focus sur les jeunes

Les liens entre jeunes, secteur agroalimentaire et développement rural figuraient en tête des priorités de l'agenda de la conférence, conformément au thème : « La Jeunesse Africaine dans l'Agriculture et le Développement Rural ». L'Afrique est la plus jeune région du monde, plus de la moitié de sa population a moins de 25 ans. « Il est fondamental d'insérer davantage de jeunes Africains dans l'agriculture et de renforcer le soutien aux agriculteurs familiaux vulnérables de la région pour améliorer la sécurité alimentaire et le bien-être économique dans les années à venir » a déclaré le Directeur général de la FAO.

Le rapport final adopté par la Conférence a reconnu qu'il était important que l'agriculture offre plus de possibilités aux jeunes Africains à se lancer dans les affaires pour promouvoir l'inclusion sociale, la sécurité alimentaire et le développement durable.

Les ministres africains de l'agriculture ont recommandé aux États Membres d'allouer des fonds réservés à l'emploi des jeunes dans les programmes en faveur de l'agriculture et du développement rural; ils les ont en particulier invités à investir pour renforcer les capacités techniques et entrepreneuriales des jeunes de la région et faciliter leur accès aux ressources productives clés, notamment à la terre et aux finances.



Le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, M. Moussa Mahamat Aggrey (à g.) et le DG de la FAO, M. José Graziano da Silva

Ces recommandations s'adressent particulièrement aux pays qui n'ont pas encore atteint la cible de réduction de la faim du premier Objectif du Millénaire pour le

Développement (ODD) qui consiste à réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de faim chronique entre 1990 et 2015. C'est le cas du Tchad qui s'engage, avec ses partenaires, à continuer les efforts pour atteindre et maintenir la sécurité alimentaire au Tchad le plus rapidement possible.

Agriculture familiale

Puisque 2014 est l'Année africaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (Union Africaine) et parallèlement Année internationale de l'agriculture familiale, les délégués des pays africains ont été incités à exploiter ces opportunités pour placer les acteurs familiaux du secteur: agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, cueilleurs de produits forestiers, au centre de leurs préoccupations.

« Enquête initiale de base » de la FAO

Le 05 mars 2014 s'est tenu, à l'Hôtel du Chari, un atelier de collecte de données organisé dans le cadre de l'enquête initiale de base de la FAO. Cette enquête a pour but d'établir les données de référence en vue de définir des indicateurs de résultats du nouveau cadre stratégique de la FAO et notamment le Plan à moyen terme quadriennal 2014-2017.

Pour améliorer significativement ses interventions sur le terrain et la qualité de ses services auprès des pays qu'elle appuie de par son mandat, mais aussi relever les défis de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, la FAO a amorcé depuis 2012, un vaste processus participatif impliquant les pays membres et les experts locaux.

Cette initiative a abouti en 2013 à l'établissement d'un nouveau cadre stratégique orienté vers la réalisation de cinq objectifs stratégiques au niveau mondial. Ces objectifs sont notamment (i) contribuer à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, (ii) intensifier et améliorer la fourniture de biens et services provenant de l'agriculture, de la foresterie et des pêches de manière durable, (iii) Réduire la pauvreté rurale, (iv) Veiller à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces aux niveaux local, national et international et (v) améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise.

Basé sur le principe d'une gestion axée sur

les résultats (GAR), trois enquêtes ont été prévues pour évaluer les résultats des interventions de la FAO durant la mise en œuvre du premier plan à moyen terme (2014-2017) de ce nouveau cadre stratégique. L'événement de collecte de données fait partie de la première enquête prévue qui sera suivie de deux autres en 2015 et en 2017.

Cette première enquête dénommée «enquête initiale de base» et qui, est conduite dans 39 pays dont le Tchad en date du 5 mars 2014. Elle permettra d'établir une situation de référence nécessaire à l'évaluation des changements observés dans chaque pays et la contribution de l'Organisation dans lesdits changements.

L'événement a réuni une trentaine de cadres des institutions publiques, privées, des organisations non gouvernementales et des organisations du système des Nations Unies. Elle a permis au Coordinateur national de collecter des données variées, inhérentes aux systèmes de production agro-sylvo-pastoraux. Ces données sont transmises au siège au «Corporate Baseline Survey» pour exploitation.

Le processus d'élaboration de la politique semencière nationale est en marche

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à l'élaboration d'une politique semencière nationale, une mission d'information et de collecte d'informations a eu lieu courant février, et a constaté l'absence d'une filière semencière fonctionnelle.

Les difficultés d'accès aux intrants agricoles, notamment aux semences et plants de qualité ont été identifiées comme l'une des contraintes majeures à l'amélioration de la productivité des systèmes de productions actuels au Tchad. C'est ainsi que pour établir un diagnostic complet du système semencier, le Tchad, avec l'assistance de la FAO a bénéficié d'un appui technique qui a permis aux experts internationaux et nationaux d'effectuer des missions d'informations et de collecte de données du 10 au 18 Février dans la zone soudanienne et du 22 au 27 février dans la zone sahélienne avec en perspective, l'élaboration d'une politique semencière nationale.

Au cours de cette mission dans les différentes zones agro-climatiques, une dizaine de régions a été visitée et plus de 300 personnes ont été rencontrées dont les responsables de services déconcentrés des institutions nationales comme les centres et les fermes semencières, des groupements de producteurs, des ONGs nationales et internationales, des associations, unions et fédérations de producteurs semenciers, des responsables de l'ONDR, des délégués de l'agriculture, des chefs de service de l'élevage et de ressources animales, des délégués de l'environnement, des chefs d'antennes du Programme National de la Sécurité Alimentaire (PNSA) et leurs collaborateurs, des Préfets, des Secrétaires Généraux et des Gouverneurs.

A travers ces rencontres les objectifs de l'élaboration d'une politique semencière ont été exposés et discutés ainsi que les résultats attendus en particulier un document de politique, une réglementation semencière et un plan d'action. Les missions ont particulièrement insisté sur la démarche participative impliquant différentes catégories d'acteurs

Au stade actuel, les résultats des missions indiquent que le niveau de développement du sous-secteur semencier tchadien est encore au stade de l'émergence et s'aligne à une agriculture de subsistance. Les variétés améliorées disponibles concernent les cultures vivrières et sont principalement issues de l'Institut Tchadien de Recherche Agronomique et du Développement (ITRAD). Il n'existe pas de programmes de recherche sur les cultures maraichères. Le germoplasme est réduit et son entretien est difficilement réalisé faute d'infrastructures et

équipements de stockage appropriés. Les ressources humaines relatives à l'amélioration variétale et les technologies de

pas. Les prérogatives des unes et des autres ne sont pas clairement définies laissant ainsi la latitude aux services publics de s'approprier les fonctions de production et de commercialisation à travers ses services déconcentrés. Selon les principes de libéralisation économique, l'Etat devrait céder au secteur privé les fonctions de production et de commercialisation pour ne garder que celles de réglementation, du contrôle et d'arbitrage. Le diagnostic relève par ailleurs que le sous-secteur semencier tchadien est incapable d'assurer un approvisionnement régulier en quantité et en qualité de variétés de semences performantes.

Le projet TCP/CHD/3403 «Assistance à la Formulation d'une Politique Semencière Nationale» lancé officiellement le 3 Février 2014 va permettre au Gouvernement du Tchad de disposer, d'un cadre réglementaire et un plan d'actions en matière de politique semencière. L'objectif est d'assurer un approvisionnement efficace et régulier des agriculteurs en semences de qualité, d'accroître la demande et de créer un environnement socio-économique favorable à l'investissement privé visant le développement d'une industrie semencière nationale.



Pour appuyer les ménages les plus vulnérables la FAO organise ponctuellement des foires aux semences

semences sont encore très insuffisantes malgré la mise en œuvre du plan à moyen terme de recherche agronomique (PMTRA II).

Le cadre d'intervention reste encore confus car la plupart des structures concernées ne jouent pas leur rôle ou ne le connaissent

Des concertations et consultations régionales sur le processus REDD+ au Tchad pour une appropriation à la base

La coordination nationale du processus Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation (REDD+), en collaboration avec le projet Mesure Notification Vérification (MNV) a organisé dans 4 régions du pays des ateliers de concertations et de consultations sur les forêts en Afrique Centrale.

Ces ateliers organisés dans le Logone Occidental, le Mayo-kebbi, le Ouaddaï et le Guera ont permis de faire le point sur les études réalisées dans le cadre de ce projet, notamment : (i) identifier les parties prenantes potentiellement susceptibles d'être impliquées dans la mise en œuvre du projet ainsi que les autres parties

intéressées; (ii) sensibiliser et informer les parties prenantes sur le projet ; et (iii) recueillir les observations et suggestions nécessaires pour améliorer les études présentées afin de refléter les réalités de l'ensemble du pays.

Les parties prenantes ont été informées du processus REDD+ et de ses avantages. Elles s'engagent à mettre en œuvre les initiatives d'accompagnement afin de limiter les effets pervers des activités anthropiques.

La coordination et le projet MNV se réjouissent de l'implication des structures à la base dans le processus REDD+ dans les régions visitées.

Pour veiller à la qualité et à la valeur nutritive des aliments de rue, la FAO intervient dans trois pays en Afrique subsaharienne

Soucieuse des difficultés rencontrées dans l'application des normes d'hygiène, de sécurité sanitaire et de qualité des aliments de rue, la FAO a élaboré un projet régional intitulé « Assurer l'approvisionnement en aliments vendus sur la voie publique sûrs et de bonne qualité pour une meilleure santé publique » pour 3 pays à savoir la Côte d'Ivoire, le Mali et le Tchad.



La majorité des populations urbaines consomment les aliments vendus dans la rue, plusieurs fois par semaine

Dans presque toutes les grandes villes de l'Afrique subsaharienne, les rues sont encombrées de vendeurs d'aliments qui sont devenus une source principale d'alimentation pour la majorité des citadins, offrant des aliments locaux et variés vendus à un prix relativement abordable, immédiatement disponibles et facilement accessibles. Mais la majorité des restaurateurs de rue se lancent dans cette activité sans connaissance préalable des normes et exigences hygiéniques. Or ces aliments présentent des risques considérables pour la santé des consommateurs s'ils ne sont pas correctement manipulés, préparés, et conservés.

Une évaluation de la restauration de rue menée entre décembre 2011 et mai 2012 par le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique dans les capitales de la Côte d'Ivoire et du Mali a démontré qu'il est urgent d'investir dans ce secteur dans la mesure où la majorité des populations urbaines, notamment les écoliers, consomment ces aliments plusieurs fois par semaine et que les problèmes de sécurité sanitaire persistent en dépit des formations organisées. Faisant suite à cette étude, la FAO a élaboré le projet

régional intitulé « Assurer l'approvisionnement en aliments vendus sur la voie publique sûrs et de bonne qualité pour une meilleure santé publique » au profit de la Côte d'Ivoire, le Mali et le Tchad.

Ce projet, d'une durée de 18 mois, débutera au Tchad au courant du mois d'avril par une étude de base portant sur les aliments de rue dans la commune de N'Djaména. L'étude permettra de collecter des informations pour mettre en place des mécanismes pour améliorer la salubrité et la qualité des aliments vendus dans la rue, tout en améliorant les conditions de vie des vendeurs et en tenant compte des besoins et priorités des consommateurs.

Les autres activités du projet concerneront la formation et la sensibilisation des propriétaires des restaurants et des garottes ainsi que les vendeurs de ces aliments. Des sessions de plaidoyers de haut niveau (Ministères et Municipalités) seront organisées et des campagnes d'octroi d'autorisations seront menées. Le projet facilitera les signatures de conventions établies entre institutions publiques et privées.

RGE/RGA

Evolution du processus des recensements généraux de l'Agriculture et de l'Elevage

A Travers le projet d'Assistance préparatoire au Recensement Général de l'Agriculture (RGA) et de l'Elevage (RGE) (TCP/CHD/3402), la FAO s'engage à assurer l'amélioration de la production et de la diffusion des statistiques agricoles et alimentaires pour un meilleur pilotage du Plan National de Développement 2013-2015 et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Ces deux projets, signés en Septembre 2013 aideront le Gouvernement à redéfinir et à mieux piloter sa politique agricole et de sécurité alimentaire sur la base de données statistiques fiables se rapportant aux activités agricoles, pastorales, halieutiques et forestières.

En effet, le volet RGE dont les activités sont lancées en 2012 est entré dans sa phase opérationnelle à travers des sessions de formation du personnel d'appui. La grande campagne de sensibilisation de masse des éleveurs s'est déroulée, impliquant parfois le Ministre du Développement Pastoral et des Productions Animales, les autorités administratives, des députés et les élus locaux. L'appui de la FAO a par ailleurs permis aux consultants statisticiens et informaticiens d'effectuer des missions d'appui technique. L'opération de recensement proprement dite démarrera probablement au cours du mois d'avril 2014 et sera couplée par une vaste campagne de vaccination de toutes espèces animales.

Quant au volet RGA, les activités ont porté surtout sur la mise en place de la structure de pilotage et du processus administratif (révision budgétaire, commande d'équipement et matériels, l'établissement du planning des activités, etc.). Il s'en suivra l'opération de pré-recensement, de formation des agents de saisie et d'autres activités connexes.

Ces deux opérations dont les résultats sont très attendus par les autorités nationales mobiliseront aussi bien les ressources nationales que celles des partenaires techniques et financiers. Les données obtenues serviront d'outils de référence et d'aide à la décision en matière de développement agro-sylvo-pastoral conformément aux orientations nationales.

TÉMOIGNAGES: La résilience au quotidien avec le groupement « Kher »



En 2009, la région du Kanem, située à l'extrême ouest du Tchad à la frontière avec le Niger, avait été particulièrement touchée par la sécheresse qui faisait rage dans la bande sahélienne. Plus de 200 000 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire, soit 20% de l'ensemble des ménages affectés par la sécheresse sur l'ensemble de la bande sahélienne au Tchad.

Zarah Ali Abdoulaye, une femme de 40 ans, veuve et mère de trois filles et deux garçons, a fait de son mieux pour nourrir sa famille, et envoyer ses enfants à l'école durant cette période difficile. Malgré toute sa bonne volonté, seuls ses trois aînés ont pu être scolarisés, les deux dernières restaient avec elle à la maison et aidaient aux tâches ménagères.

«C'est bien plus tard que j'ai compris que c'est parce qu'à la maison, on ne mangeait principalement que la boule (pâte de farine de mil), que nous étions faibles» raconte Zarah, *«mais nous n'avions pas d'autres choix à l'époque, j'étais déjà contente de pouvoir remplir le ventre de mes enfants rien qu'avec cela»*, continue-t-elle.

L'histoire de Zarah et de sa famille en cette période-là n'était pas un cas isolé. Le déficit céréalier dans la zone sahélienne était à l'époque de 55,1% avec un pic dans la région du Kanem.

Appui matériel et renforcement des capacités

Dès le début de l'année 2010, la FAO et ses partenaires ont décidé de soutenir les

populations les plus vulnérables de la région, surtout les femmes seules, mères de jeunes enfants en proie à la malnutrition. Un projet maraîcher initié par la FAO en 2010 qui a soutenu les familles pour qu'elles renforcent leur capacité de production malgré le changement climatique, qu'elles soient plus résilientes face à la sécheresse.

A travers ce projet, les femmes ont été initiées à la culture maraîchère pour améliorer l'alimentation de leurs familles, et par conséquent leur état nutritionnel, particulièrement celle des enfants qui peuvent aller à l'école et grandir dans les meilleures conditions.

Le surplus de la production des légumes est vendu et le revenu ainsi obtenu permet d'acquérir d'autres aliments, notamment des céréales et couvrir les besoins du quotidien. Le projet profite également à toute la communauté car ces légumes, cultivés à proximité, sont disponibles sur le marché à un prix abordable. Le projet a ambitionné d'entretenir un cercle vertueux au niveau des communautés.

Après avoir pris part à la rencontre de présentation du projet dans leur village, c'est sans hésiter que Zarah et 14 autres femmes ont décidé de faire partie de l'aventure, et de monter le groupement «Kher», « le bonheur » en français.

«Nous avons formé une délégation qui s'est rendue à Mao pour formaliser notre constitution en groupement. L'appui a été très important : la FAO nous a d'abord aidés à nous constituer en groupement avec un bureau qui le dirige. Pour la première fois, nous avons pu effectuer des démarches administratives et retirer de l'argent à la banque !

L'Office National du Développement Rural nous a ensuite montré la meilleure manière de cultiver les semences dans ce milieu», raconte Zarah avec enthousiasme.

Les gains sont considérables. *«L'argent que je gagne de la vente des légumes m'a permis d'acheter des étoffes, des chèvres et débiter un élevage. Aujourd'hui, je*

possède 4 chèvres qui ont toutes des petits. J'ai pu construire une maison au village avec les bénéfices obtenus de la vente des produits maraîchers. Enfin j'ai acheté un âne pour mes déplacements lointains et pour le transport des légumes. Et maintenant que je peux m'approvisionner toutes les semaines au marché de Mao, je reviens à la maison avec du riz et du poisson séché pour le servir à mes enfants quand ils reviennent de l'école», avance une des membres du groupement, et amie proche de Zarah.

Le déficit céréalier dans la zone sahélienne était en 2009 de 55,1% avec un pic dans la région du Kanem

Des progrès

Les membres du groupement «Kher», dont Zarah est aujourd'hui la vice-présidente, font le vœu de se doter d'une pompe hydraulique pour l'accès à l'eau potable et d'un moulin pour faciliter la transformation des aliments. Zarah envisage de sensibiliser les femmes sans occupation dans son entourage à descendre dans les ouadis pour prendre leur vie en main, construire leur autonomie financière et mieux subvenir aux besoins de leurs familles.

En quatre ans, 650 ménages ont eu accès à des terres fertiles grâce aux appuis de la FAO, et les 65 groupements qui se sont constitués dans le Kanem enregistrent une production d'environ 603 tonnes de produits maraîchers sur 45,5 ha au départ, jusqu'à environ 1 070 tonnes de produits maraîchers sur 55,4 ha actuellement. Ces activités ont généré un revenu supplémentaire de 160 USD/ménage en moyenne au commencement et de 242 USD/ménage actuellement.

Ces groupements, 65 créés, n'envisagent

pas de s'arrêter en si bon chemin. Plusieurs groupements ont acquis, de par leurs propres moyens, une deuxième pompe à eau motorisée, au vu du développement de leurs activités. Individuellement,

« J'ai pu construire une maison au village avec les bénéfices obtenus de la vente des produits maraîchers »



Les oasis aménagées se transforment en jardins très fertiles

de nombreuses femmes ont investi, en parallèle, leur argent dans d'autres activités génératrices de revenus en ouvrant un petit commerce qui propose diverses marchandises, des piles électriques, des pâtes ou encore du sucre.

Aujourd'hui les populations jadis les plus vulnérables sont celles qui nourrissent la région. Malgré les menaces de sécheresses qui sévissent années après années, ces

femmes continuent à cultiver la terre, gagnent en expérience et sont un pilier familial essentiel.

La FAO aide à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la sous-préfecture de Michemiré

L'appui du Programme régional de renforcement des capacités locales en matière de gestion des risques de catastrophes en Afrique de l'ouest et au Sahel « Regional programme for local capacity building in Disaster Risk Management (DRM) in West Africa and in the Sahel (OSRO/RAF/207/SWE) » mis en place dans la sous-préfecture de Michemiré dans la région du Bahr El Gazal a fait l'objet d'une évaluation participative après 18 mois de mise en œuvre.

Dans le souci d'apporter une réponse aux communautés agro-pastorales de 51 villages de la sous-préfecture de Michemiré affectés de manière récurrente par les aléas climatiques et pour soutenir leurs efforts, la FAO, grâce au financement de la coopération Suédoise, a apporté une assistance à quatre comités de gestion de banques d'aliments de bétail. Cet appui a permis de fournir 28 tonnes d'aliments dont 18 tonnes de tourteau de coton et 10 tonnes de son de blé.

Ce projet qui vise à sécuriser la production du lait, principale source d'alimentation des populations locales, a permis de renforcer les capacités organisationnelles, économiques et financières des comités de gestion des banques d'aliments de bétail dont les bâtiments sont en cours de construction. Ces comités, qui regroupent environ une dizaine de villages chacun, ont pour mission de favoriser l'accès des

bénéficiaires à ces aliments pour bétail pendant la période sèche, mais également de constituer un fonds de roulement susceptible de promouvoir des activités génératrices de revenus.

Au terme des 18 mois d'intenses activités (sensibilisation et formations de bénéficiaires, fourniture et gestion des aliments, gestion des stocks...), une évaluation a réuni une trentaine de personnes (membres du comité de gestion, représentants des services techniques locaux et administratifs) auxquelles se sont ajoutés les techniciens du bureau de la FAO.

Animé conjointement par deux experts de la FAO, l'atelier a tout d'abord familiarisé les participants aux principes de gestion de risques de catastrophe (GRC) qui se traduit par l'identification, l'évaluation, l'analyse et le plan d'action ainsi que la réduction de

risques de catastrophe (RRC) qui se résume à la prévention, l'atténuation et la préparation.

L'évaluation des résultats de la gestion du projet pilote des banques d'aliments de bétail a fait ressortir la bonne gestion et le suivi des stocks, les prix pratiqués, l'appréciation de la qualité des aliments et l'utilisation des revenus. Une fiche d'évaluation des bonnes pratiques a permis aux groupes constitués de se familiariser à cet exercice et a clos les travaux de l'atelier.



SISSAP: Cheville ouvrière

Le SISAAP a accueilli son conseiller technique principal, Monsieur Salif Sow, début février 2014. Les activités se poursuivent et sont maintenant institutionnellement sanctionnées par un nouvel arrêté du Premier Ministre.

Le dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles est mis en place

L'arrêté n° 527/PR/PM/2014 présente l'organisation et le fonctionnement du nouveau dispositif qui comprend le CASAGC et le SISAAP actuellement appuyé techniquement par la FAO et financièrement par l'Union Européenne.

Le CASAGC est un cadre de concertation, de coordination et de prise de décisions consensuelles pour la prévention et la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles. Il comprend un comité directeur multisectoriel présidé par le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation ; un comité technique présidé par le SG du MAI ; des

Comités Régionaux d'Actions (CRA), des Comités Départementaux d'Actions (CDA) et des Comités Locaux d'Action (CLA). C'est le SISAAP qui assurera le secrétariat du comité technique du CASAGC. Il sera donc chargé de préparer les réunions techniques du comité, de centraliser l'information analysée sur la situation alimentaire et nutritionnelle, des propositions pour l'aide à la décision.

Le SISAAP est un outil de collecte, traitement, analyse et diffusion des données relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui comprend une coordination nationale et des services pourvoyeurs d'informations. La coordination nationale est rattachée au Secrétariat Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation et dispose d'une autonomie de gestion.

Les Services Pourvoyeurs d'Informations (SPI) regroupent toutes les structures des ministères techniques, des organisations non gouvernementales impliquées dans la collecte et l'utilisation des données en matière de sécurité alimentaire et

nutritionnelle qui sont chargés de transmettre régulièrement leurs informations au SISAAP pour analyse, diffusion et information pour l'aide à la prise de décisions.

Mise en place d'un groupe de travail HEA (Household economy analysis) au sein du SISAAP

Le cadre de collecte et d'analyse des données socio-économiques utilisant l'approche HEA (Household Economy Approach), ou Analyse de l'Economie des Ménages (AEM) est mis en œuvre au Tchad depuis les années 2000. Il contribue à améliorer la connaissance des acteurs du développement sur les zones et les ménages les plus à risque, d'identifier les principaux déterminants socio-économiques de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. L'approche HEA permet notamment d'analyser la vulnérabilité des ménages ruraux les plus pauvres à l'insécurité alimentaire en prenant en compte leur accès à la nourriture et aux revenus, d'anticiper

Analyse consensuelle de l'insécurité alimentaire

Le cadre harmonisé est une méthode d'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle aigüe sur une base objective, transparence et consensuelle mis en place par le CILSS et ses partenaires (FAO, PAM, FEWS NET, GSU, JRC, ONGs). Elle permet de classer la sévérité de l'insécurité alimentaire en cinq phases. Il est basé sur des preuves fiables permettant de caractériser la situation alimentaire et nutritionnelle courante et projetée du pays, avec la participation inclusive de tous les acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle étatiques et non étatiques. Les résultats de l'analyse ont été présentés par le SISAAP et validés par le comité technique du CASAGC le 20 mars 2014 et le CILSS pendant les concertations régionales sur la situation agricole, alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest organisées du 25 au 27 mars à Bamako au Mali.

Par manque de données, la situation des régions du Borkou, Ennedi Est, Ennedi Ouest, Tibesti, N'Djamena n'a pas pu être analysée. L'estimation des populations pour toutes les phases d'insécurité alimentaire a été aussi réalisée. La phase attribuée à chaque région sur les cartes ci-dessous signifient qu'au moins 20% des ménages de la

région se trouvent dans cette phase ou une plus sévère (pire).

Les résultats des analyses incluent la situation courante (Janvier-mars 2014) et celle projetée (juin-septembre 2014). Ils sont illustrés par les cartes ci-dessous.

Pour la période courante (janvier-mars) 2014 (carte 1), aucune région au niveau national n'est en phase « urgence ». Toutefois, approximativement, 6 095 personnes sont dénombrées dans cette phase dans le Wadi Fira. Aussi, trois régions sont en phase de « crise » (Kanem, BEG, Wadi Fira) et par endroits dans d'autres régions, accumulant approximativement 442 779 personnes dans le pays. Pour ces populations en phase « urgence » et « crise », les déficits de consommation alimentaire très significatifs et les taux de malnutrition supérieurs aux seuils d'urgence de l'OMS (15%) expliquent en partie la sévérité de l'insécurité alimentaire. Ces populations auront besoin d'ici la période de soudure, et au delà d'une assistance alimentaire gratuite sous diverses modalités (assistance gratuite, transferts monétaires, vente à prix modérée etc...) et toutes autres activités de relèvement des moyens d'existence et de renforcement des capacités de résilience. En plus, dans les trois régions,

la poursuite des interventions de prévention et de prise en charge de la malnutrition est nécessaire pour inverser les tendances très préoccupantes.

Huit régions sont en phase « sous pression » (Batha, Lac, Guera, Moyen Chari, Ouaddai, Salamat, Mandoul et Logone Oriental) et par endroits dans d'autres régions, totalisant près de 2 184 721 personnes dans le pays pour lesquelles les capacités de résilience doivent être renforcées. Ces personnes n'ont pas besoin d'assistance alimentaire immédiate, mais nécessitent un soutien pour développer leurs moyens d'existence et maintenir les taux de malnutrition aigüe à des niveaux acceptables.

Le reste des régions du pays (Chari Baguirmi, Logone Occidentale, Mayo Kebbi Est, Sila, Mayo Kebbi Ouest, Hadjer Lamis et la Tandjilé) sont en phase « minimale ». Les ménages peuvent couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies de survie inhabituelle et à l'assistance tant qu'ils ne subiront pas d'autres chocs importants.

Pour la période projetée (juin-septembre) 2014 (carte 2), aucune région au niveau national n'est en phase « urgence ». Toutefois, approximativement, 20 254 personnes soient en situation « urgence », On dénombre 791

du CASAGC

l'impact des aléas et de mieux planifier les interventions d'assistance alimentaire d'urgence et de moyen terme tout en ayant une meilleure compréhension de l'évolution des moyens d'existence de ces ménages.

A partir de 2012, dans le cadre du projet régional HEA Sahel (dont le lead au Tchad est assuré par Oxfam), le SISAAP a été choisi comme point focal national. A ce titre, le SISAAP a mis en place un groupe de travail HEA en collaboration avec Oxfam. Des TDR et un arrêté ont été proposés et devront être validés prochainement. Cela permettra notamment de coordonner les activités HEA au niveau national, d'envisager la révision des zonages, de produire de nouvelles analyses, de valider techniquement au niveau national tous les produits HEA. Par ailleurs, l'équipe du SISAAP a bénéficié de plusieurs formations sur la méthodologie (notamment sur l'établissement des situations de références (ou baselines) en février et a organisé

conjointement avec Oxfam des analyses de résultats pour certains profils en décembre et mars.

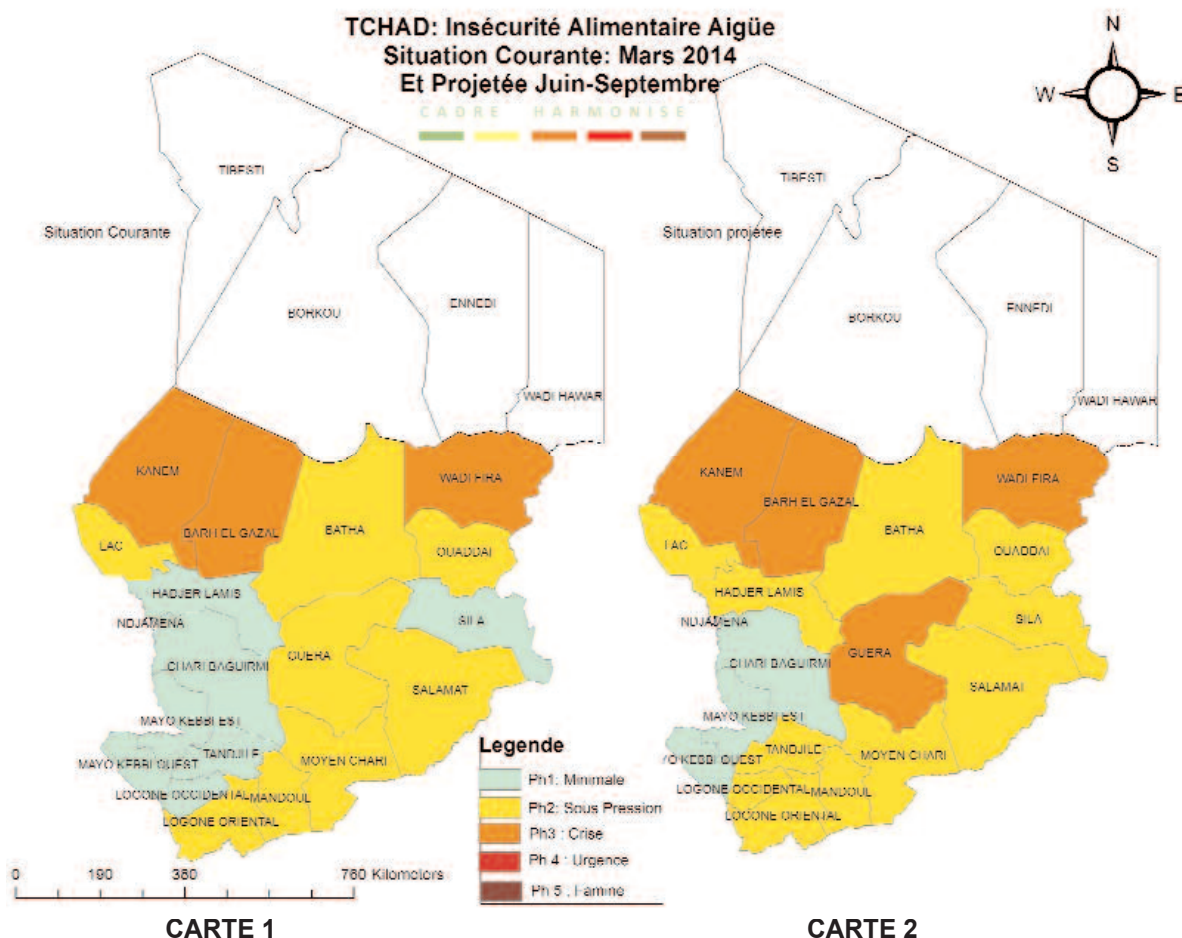
Organisation de l'atelier d'analyse consensuelle utilisant le cadre harmonisé comme outil d'analyse de l'insécurité alimentaire (CILSS/SISAAP/Partenaires)

Pour la première fois, parallèlement à sa mise en place, le SISAAP a assuré l'organisation technique et matérielle de l'analyse de la sécurité alimentaire utilisant le Cadre Harmonisé au Tchad avec l'appui technique et financier du CILSS (partenaires). Au préalable, pendant deux semaines le SISAAP a mis en place trois groupes de travail pour rassembler les données ou preuves nécessaires à la réalisation de l'exercice d'analyse en collaboration avec tous les Services Pourvoyeurs d'Information (SPI). Une demi-journée de formation animée par le Conseiller Technique Principal (CTP) sur la collecte des preuves avait précédé la phase

de collecte par les experts. Les assistants techniques ont présenté l'outil aux ONG qui ont été mobilisées tout au long du processus d'analyse. Le CTP a dispensé une journée de formation sur l'outil du Cadre Harmonisé: les fonctions et les étapes d'analyse au profit des cadres nationaux (SISAAP, DPSA, Elevage, ONDR, SODELAC, Pêche et CNNTA, ACF, Oxfam, Croix Rouge). L'atelier national d'analyse utilisant le Cadre Harmonisé s'est déroulé du 10 au 14 mars 2014, sous le patronage du Secrétaire Général du MAI. Le travail réalisé par l'ensemble des parties prenantes (une quarantaine de participants) a été validé par le CASAGC au niveau national et par le CILSS au niveau régional. Les résultats serviront au diagnostic de la situation alimentaire et nutritionnelle du Tchad, aider à la prise de décision pour la planification des réponses et atténuer les souffrances des populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire aigue.

et nutritionnelle aigue au Tchad

316 personnes en phase « crise » et 3 110 233 personnes en phase « sous pression ». Les hypothèses retenues pour la projection privilégient le maintien des conditions stables entre juillet-septembre (notamment grâce à l'intervention du Gouvernement, des partenaires et des récoltes de contre saison en cours et la hausse saisonnière des prix) dans toutes les régions à l'exception de celles du Guéra, Hadjer Lamis, Sila, Tandjilé et Logone occidentale. Ces régions pourront connaître une dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle d'ici septembre 2014 à cause de la soudure associée aux déficits élevés de la consommation alimentaire et des impacts des conflits des pays voisins. Une analyse détaillée de la distribution des populations selon les moyens d'existence et leurs besoins permettra de dresser un plan de soutien global couvrant la période avril-août 2014.



Source : SISAAP, analyse du cadre harmonisé, mars 2014

THOMAS GURTNER

Il y a plus d'un an, une crise politico-militaire éclatait en Centrafrique. Des milliers de personnes ont fui pour se réfugier dans les pays limitrophes, dont le Tchad. Un an plus tard, la situation ne semble pas s'apaiser et des dizaines de milliers de personnes se réfugient au Tchad. Dans leur fuite, ils ont vécu des atrocités et ont dû tout laisser derrière eux. M. Thomas Gurtner, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Tchad, fait le point sur la situation...

M. le coordonnateur, vous indiquez dans votre communiqué de presse du 4 mars que «des dizaines de milliers de personnes qui ont fui les violences en République centrafricaine (RCA) vers le Tchad sont dans un besoin urgent d'assistance humanitaire». De façon spécifique, quels sont ces besoins ?

La situation en RCA qui ne semble pas se calmer a provoqué la fuite vers le Tchad de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Aujourd'hui officiellement, on est à environ 90 000 personnes (NDLR : L'interview a été réalisée le 20 mars 2014). On s'attend à ce que les afflux continuent. Il y a encore des personnes qui attendent à être convoyées en direction du Tchad. A Sido et à d'autres points d'entrée au sud du pays, les afflux continuent. Ce sont des gens qui sont démunis de tout. Des femmes et des enfants pour la plupart des Tchadiens, des Centrafricains mais aussi des personnes d'autres nationalités. Plus de la moitié de ces retournés sont d'origine tchadienne. Mais ils ont quitté le Tchad il y a une, voire plusieurs générations. Ils ont quitté une vie, abandonnant tout ce qu'ils avaient. Ils ont donc des besoins importants: accès à la terre, à la nourriture, aux soins de santé... Ce sont des personnes qui n'ont nulle part où aller. Il faut donc les abriter dans des endroits où ils pourront survivre avec un minimum de dignité, surtout à l'approche de la saison des pluies. Le gouvernement vient d'allouer des terrains additionnels et nous allons concentrer nos forces pour les «viabiliser».

Comme vous le voyez, les défis sont énormes. Nous avons développé un plan d'activités pour couvrir les besoins essentiels d'environ 150 000 personnes. Aujourd'hui nous sommes à près des 100 000 et l'afflux continu. Le problème majeur qui se pose est que nous n'avons mobilisé que 20% des ressources financières nécessaires : 6 millions sur les 34 dont nous avons besoin. Il reste aujourd'hui



M. Thomas Gurtner, Coordonnateur du Système des Nations Unies au Tchad, en visite dans le sud du pays pour constater l'ampleur de la crise centrafricaine

pour nous, Nations-Unies, ONGs et Gouvernement, un grand défi à relever.

Vous avez pointé une faible mobilisation des ressources pour permettre aux acteurs humanitaires de travailler. Avez-vous mis en place des dispositions permettant d'assurer l'acquisition de plus de ressources nécessaires? Si oui, quelles sont ces dispositions ?

Nous avons adopté une stratégie multiforme. Nous continuons le plaidoyer, les appels via la communauté internationale, via la presse internationale pour qu'il y ait plus d'attention sur la situation au Tchad. Aujourd'hui, on parle beaucoup plus de la République Centrafricaine, à juste titre d'ailleurs. Mais il faut rappeler que le Tchad est une terre d'accueil pour les réfugiés. On parle en tout de 600 000 personnes, des Soudanais, des Lybiens, des Nigériens, en plus des Centrafricains. C'est un poids lourd que le pays supporte, et c'est aussi notre rôle d'attirer l'attention de la communauté internationale sur

les défis auquel fait face le Tchad aujourd'hui. Le Tchad reste un orphelin de l'assistance internationale. Même si au niveau de l'aide humanitaire nous avons pu mobiliser d'importantes sommes par le passé, cette année, les choses se présentent mal. Aujourd'hui, on ne sait pas où on va avec notre «appel» (NDLR : document commun de mobilisations de ressources financières des Nations Unies). Même au niveau de l'agenda de développement, il y a très peu d'argent qui est acheminé en direction de ce pays. Il faut donc attirer l'attention des partenaires internationaux pour qu'ils deviennent plus attentifs à ce pays qui fait face à d'énormes défis. Et c'est dans ce sens que j'ai entrepris un voyage aux Etats-Unis et au Canada, deux pays qui sont de grands bailleurs pour essayer d'amener

l'attention sur la situation au Tchad. Nous sommes tous engagés dans cet effort et nous allons le poursuivre dans les mois à venir avec nos partenaires et les autorités.

Nous sommes dépendants de l'aide internationale. Le retard de l'aide affectera la résilience que nous essayons de construire dans ce pays qui fait face depuis un moment à l'insécurité alimentaire. Nous n'arrivons pas à maintenir le peu d'effort et d'acquis que nous avons atteint jusque-là. C'est pour cela que nous appelons à la conscience internationale.

Beaucoup de ces migrants sont des agriculteurs et/ou éleveurs. L'hivernage approche, comment entrevoyez-vous l'appui de la communauté humanitaire pour répondre aux besoins les plus urgents qui se posent à ces populations ?

Nous prévoyons une autonomisation de ces populations le plus vite possible. Il est primordial que les agriculteurs aient accès à la terre dans les meilleurs délais et que les éleveurs aient des pâturages. C'est la priorité

Coordonnateur Humanitaire et Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Tchad

des discussions que nous menons avec le Gouvernement. A côté de la survie il faudra des ressources pour leur donner des semences, des outils, du fourrage, des produits vétérinaires pour pallier au plus grave dans les mois à venir. Le Tchad est un pays d'agropasteurs. Ces retournés se retrouvent dans une région à vocation agricole parfois avec leurs bétails. Encore une fois, un défi se présente. Celui de faire cohabiter des populations qui sont souvent en compétition sur les ressources.



risque de survenir ; actuellement on enregistre déjà des cas de rougeole, la scolarité des enfants et des jeunes parmi les retournés doit aussi être assurée...Ce sont autant de défis qui poussent à poser le problème dans une perspective de solutions à long terme.

Sur le moyen et le long terme, quelles perspectives la communauté humanitaire entrevoit pour ces migrants ?

L'avenir de ces populations dépend de beaucoup de facteurs. La RCA est en train de se déchirer, la situation n'a pas l'air de s'arranger, et pour le moment la perspective d'une paix me semble aléatoire. La paix reviendra peut-être sous peu, nous l'espérons tous, mais pour ceux qui ont fui suite aux troubles, il faudra du temps avant qu'ils n'envisagent retourner librement dans leur pays. Nous le voyons par exemple avec les soudanais du Darfour.

Vous rentrez d'une mission sur les sites où sont accueillies ces populations. Avez-vous noté des tensions entre les communautés au sujet des ressources naturelles ?

Au moment où j'étais sur le terrain, il y avait un élan de solidarité pour accueillir les retournés. Mais avec le temps, quand se pose la question d'accès à la terre, aux ressources naturelles,

ils peuvent se déchirer facilement. Et c'est un des plus grands problèmes auquel nous faisons face actuellement. Nous ne pouvons pas, dans notre approche, cibler seulement les retournés. Il faut aussi tenir compte des populations hôtes qui dans leur élan de solidarité ont déjà donné ce qu'ils avaient. On voit dans des zones de retour un début de pénurie alimentaire causée par une difficulté de l'accès aux ressources. La malnutrition

Plaidoyer de la plateforme pastorale pour protéger les éleveurs touchés par la crise en Centrafrique

Depuis la fin 2013, les impacts de l'afflux d'éleveurs centrafricains sur le sud du territoire tchadien causée par la crise politico-militaire en RCA se font ressentir de jour en jour au Tchad. Les éleveurs tchadiens transhumants transfrontaliers quant à eux n'ont pas pris le risque de conduire leurs troupeaux en RCA et campent dans le sud du pays. Tout ceci, conjugué aux médiocres états des pâtures a conduit à alerter les membres de la plateforme pastorale.

Les conséquences potentielles de cette situation sont importantes : pertes de cheptel par épizootie, soudure animale précoce. Plus grave, les conflits entre communautés, déjà dramatiques en année normale pourraient prendre une dimension supérieure allant jusqu'à remettre en cause la stabilité de la région.

Actuellement, près de deux millions de têtes sont bloquées au sud du pays, ce cheptel a une couverture vaccinale inférieure à 15% et est dans une situation alimentaire catastrophique. Près d'un tiers du cheptel nécessiterait de la complémentation alimentaire pour survivre à la soudure animale.

Les risques de conflits sont plus difficilement chiffrables, mais la profondeur du traumatisme des réfugiés cumulée au passif qu'entretiennent les communautés entre elles et aux tensions pour l'accès aux ressources a bien été identifiée par la mission comme un axe majeur d'intervention.

La Plateforme pastorale, organe de dialogue interprofessionnel et interministériel a été active dans le plaidoyer. Un dialogue a été



Près de deux millions de têtes de bétail sont bloquées au sud du pays

tissé entre réseaux pour tenter de structurer une réponse d'urgence. Trois actions ont été envisagées : vaccination de masse, distribution d'aliment du bétail et négociation de transhumance exceptionnelle. La plateforme a réalisé une mission afin de déboucher sur un document de référence permettant aux ONG/PTF d'entreprendre des actions d'urgence.

Au-delà de ces actions d'urgence essentielles, pour la plateforme, il s'agit également de

développer des actions structurelles à moyen terme. C'est déjà ce qui est engagé dans les programmes d'hydraulique pastorale des zones sahéliennes. C'est aussi ce qui sera fortement développé à travers la mise en œuvre de l'actuel projet de Code Pastoral. En revanche le Tchad dispose d'un potentiel important largement inexploité en faveur de son élevage et de la prévention et la gestion des crises pastorales. Le potentiel de résidus de culture et de sous-produits agro-industriels n'est quasiment pas exploité au profit de l'élevage tchadien. Une action structurante pour la mise en place de systèmes de production locale d'aliment du bétail devrait être développée dès aujourd'hui pour permettre de mieux réagir lors des inévitables crises à venir.

Disposant de ce diagnostic la plateforme pastorale en appelle désormais au gouvernement, et aux partenaires techniques et financiers afin qu'ils se mobilisent pour protéger les moyens d'existence des éleveurs impactés par la crise en RCA

Ambassadrice de bonne volonté de la FAO-Tchad, Mounira Mitchala élue « meilleure artiste musicien francophone »



photo: ©Abdoulaye Barry/FAO TCHAD

Mounira Mitchala prête volontiers sa voix en faveur du combat de la FAO contre l'insécurité alimentaire et la faim au Tchad

Le 22 mars dernier à Johannesburg (Afrique du Sud), à l'occasion de la remise des prix de la première édition du concours «African Francophone Awards South Africa» (AFASA), Mounira Mitchala est montée sur la première marche du podium. Elle est élue «Meilleur artiste musicien francophone de 2014».

En plus d'être une artiste accomplie, Mounira Mitchala accorde énormément d'importance au monde rural et à l'agriculture. Elle célèbre à travers ses chants les femmes qui travaillent dans les champs pour nourrir les tchadiens.

C'est pourquoi, depuis 2011, Mounira Mitchala est «ambassadrice locale de bonne volonté de la FAO-Tchad».

L'artiste prête volontiers sa voix dès qu'elle le peut, en faveur du combat mené par la FAO dans sa lutte contre l'insécurité alimentaire et la faim au Tchad

La Représentation de la FAO-Tchad félicite « la panthère douce » pour son succès au concours ASFA 2014 et lui souhaite plein de succès à venir! La compositrice et chanteuse tchadienne, déjà multiples fois primée confirme son talent et porte haut les couleurs du Tchad à l'international.

Lancement du nouveau site Internet de la FAO-Tchad

La Représentation de la FAO au Tchad est heureuse d'annoncer la mise en ligne de son nouveau site Internet. Dans un nouvel élan, la FAO s'engage actuellement dans un processus d'uniformisation des sites internet de tous les pays pour diffuser une image unique de l'Organisation à l'échelle mondiale.

Le site Internet a été amélioré et modernisé afin de faciliter l'accès à l'information au bénéfice de toute personne, Organisation ou Institution intéressée par le mandat, les missions, ainsi que les retombées des activités de l'Organisation au Tchad.

A travers ce site internet, la FAO ambitionne de diffuser l'information plus rapidement et d'informer un large public.

www.fao.org/tchad/fr/

Promotion des programmes de transferts monétaires comme appui au relèvement et à la réhabilitation des populations affectées par des catastrophes et crises

La FAO Tchad a participé le 27 février à une journée d'initiation et de coordination sur les programmes de transferts monétaires dispensée par le Cash Learning Partnership (CALP) à N'Djamena.

Le Cash Learning Partnership est un consortium d'organisations humanitaires qui a pour objectif de mieux faire connaître les programmes de transferts monétaires et d'en améliorer leur qualité. Les transferts monétaires et les bons/coupons peuvent en effet être des outils appropriés et efficaces pour soutenir les populations affectées par des catastrophes ou en cours de relèvement et de réhabilitation. L'utilisation des programmes de transferts monétaires est connue pour ses capacités à stimuler le redressement des économies et marchés locaux tout en respectant la dignité et les choix des bénéficiaires.

Le SISAAP et la FAO ont participé à cette formation qui a permis de partager les expériences conduites au Tchad comme



Les programmes de transferts monétaires sont expérimentés au Tchad depuis 2012 au moment de la crise alimentaire et nutritionnelle

dans d'autres pays (Mali, Burkina Faso...) et d'apprécier les aspects fondamentaux d'un programme de transfert monétaire et de sa coordination.

L'atelier a vu la participation des représentants des ONG internationales

(ACTED, SOS Sahel International, Accord, Oxfam, Care, ADRA), des agences du SNU (PAM, FAO), des partenaires financiers (ECHO) et le Gouvernement (Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation)).

Expérimenté depuis une dizaine d'années dans le monde, ce type de programme a été initié au Tchad en 2012 au moment de la crise alimentaire et nutritionnelle. Les interventions au Tchad ont essentiellement porté sur la mise à disposition des bons d'achats, de bons contre travail, et transferts d'argent inconditionnel à des ménages ciblés.

Les partenaires échangent actuellement au niveau d'un groupe thématique du cluster sécurité alimentaire pour tirer les leçons, évaluer les impacts et envisager l'extension de tels programmes dans le contexte du Tchad.

La FAO en Afrique: vers une communication proactive et efficace

Du 10 au 13 février 2014, les chargés de communication des Représentations de la FAO en Afrique se sont retrouvés à Accra au Ghana, siège du bureau régional pour l'Afrique, ainsi qu'à Elmina à 150 km de la capitale, pour participer à un atelier régional de travail sur la communication de la FAO en Afrique. La majorité des communicateurs des Représentations en Afrique ont répondu présent à cet atelier, y compris le Tchad, représenté par son équipe de communication.

« La FAO doit communiquer... l'excellent travail réalisé par nos experts techniques risque d'être vain, si nous ne communiquons pas efficacement, et de manière adéquate! ». C'est avec ces mots que M. Bukar Tijani, Représentant régional de la FAO pour l'Afrique a ouvert cet atelier, en présence des communicateurs de plus de 40 pays. L'objectif de cet atelier était de permettre aux communicateurs d'approfondir les règles et politiques de l'Organisation en matière de communication et d'échanger sur les défis et les réussites rencontrés par les uns et les autres.

D'emblée, les participants ont eu un aperçu sur l'état d'avancement du processus de planification des Objectifs Stratégiques de l'Organisation et les Initiatives régionales. Les mutations que connaît actuellement la FAO exigent des communicateurs qu'ils soient proactifs et inclus dans le processus. Encore plus que pour les précédentes initiatives, la communication sera un support de taille dans la mise en œuvre des nouveaux Cadres de Programmation par Pays (CPP).

La communication, désormais une priorité de la FAO

La FAO est en mutation et la communication bénéficie d'une place prépondérante. José Graziano da Silva, DG de la FAO de déclarer au moment de sa prise de fonction en décembre 2011 qu'il « *attache une grande importance aux activités de communication que la FAO est*



Les participants à l'atelier, autour du Représentant Régional de la FAO pour l'Afrique, M. Bukar Tijani et l'équipe de communication du bureau régional

appelée à mettre en œuvre (...). Une organisation qui ne s'est pas dotée d'une politique de communication appropriée s'expose à de graves difficultés quand elle doit diffuser les bons messages au sujet de sa mission et de l'impact de ses activités quotidiennes.

La tenue de cet atelier de travail à destination des communicateurs de la FAO en Afrique est un signe que l'Organisation met la communication au centre de ses activités, et compte sur elle pour mieux faire connaître son mandat, sa mission et lui donner les moyens d'évaluer l'impact de

son travail sur les populations et le développement.

Les participants à l'atelier ont pris à cœur l'importance de la communication et s'engagent ainsi à révolutionner la communication au sein de leurs bureaux d'affectation respectifs.

Bienvenue à la FAO-Tchad

Le représentant de la FAO au Tchad et tout le personnel souhaitent la bienvenue à M. Sow Salif, Conseiller Technique Principal au sein de l'assistance technique de la FAO pour la mise en place du «Système d'information durable sur la sécurité alimentaire et d'alerte précoce» (SISAAP) au sein du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation. Il a rejoint l'équipe en février 2014.

Salif dispose d'une large expérience en matière de suivi de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest et a servi comme Représentant national, Régional et Conseiller Technique Régional auprès du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). Avant de rejoindre la FAO, il était à la disposition du CILSS par l'USAID, en charge de l'appui à l'animation du réseau de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC), du Cadre Harmonisé et de la Résilience. Au fil des années Salif a occupé plusieurs postes, au Mali, au Burkina Faso et aux Etats-

Unis, dans les domaines de la coordination de l'information sur la Sécurité Alimentaire, du développement des méthodes et des outils d'évaluation des zones à risque et de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire en collaboration avec le CILSS, FEWS NET, PAM, FAO.

Salif, de nationalité malienne, est titulaire d'un Master en Histoire et Géographie de l'Ecole Normale Supérieure de Bamako (Mali) et d'un Certificat d'études spécialisées en Sécurité Alimentaire en Afrique : politiques, planifications et réponses de l'Institut des Etudes sur le Développement (IDS) de l'Université de Sussex (Grande Bretagne). Il dispose de plusieurs autres certificats relatifs à des formations professionnelles aux USA.

Il est père de nombreux enfants et se veut sahélien avant tout.



L'Actualité de la Représentation

Visites de terrain

Du 08 au 14 février 2014, **M. Roger Shongo**, Consultant International et **M. Christophe Breyné**, Consultant International de la FAO Sénégal ont effectué une mission d'évaluation du système semencier pour une meilleure intégration de la nutrition/sécurité alimentaire et la rédevabilité vis-à-vis des populations affectées.

Du 16 au 23 février 2014, **M. Gertjan de Graaf**, Consultant de la FAO en Pêche au siège à Rome et **Mme Katrien Holvoet**, Coordinatrice du programme régional «Réponse stratégique au VIH pour les communautés de pêche en Afrique» ont effectué une mission dans le cadre du système de suivi des statistiques des pêches dans le Bassin du Lac Tchad.

Du 03 au 07 Mars 2014, **M. Amegbeto Koffi**, Agro économiste au bureau Régional de la FAO pour l'Afrique a effectué une mission pour l'orientation du plan de travail et de révision budgétaire du projet GCP/CHD/038/EC « Système d'Information durable sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce ».

Du 11 au 21 mars, **M. André Lachapelle**, fonctionnaire de la FAO au Service d'investissement à Rome; **Mme Cecilia de Rosa**, Expert en renforcement des capacités et **M. Alapini Calixte Oyéniran**, consultant international en planification de programmes et d'investissement ont effectué une mission dans le cadre du projet de renforcement des capacités des acteurs en matière de planification des investissements dans le

secteur agricole et rural en relation avec le Programme détaillé de développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) et du Plan national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN).

Du 20 mars au 30 avril 2014, **M. Fofana Mahady Mamadou**, ingénieur statisticien et **M. Mbassa Mbaye**, consultant international informaticien, effectuent une mission pour appuyer le projet de recensement général de l'Agriculture et de l'élevage 2014.

Du 24 au 28 Mars au 30 Avril 2014, **Mme Gwenaelle Dauphin**, Coordinatrice des unités de Laboratoires EMPRES basée à Rome, **M. Youssouf Kaboré**, spécialiste régional épidémiologie et Laboratoire, FAO/ECTAD basé au Mali et **M. Diop Bouna Alboury**, Directeur du bureau Régional de la FAO/ECTAD basé au Kenya ont effectué une mission pour participer à la «Première réunion annuelle de coordination RESEPI/RESOLAB et des Directeurs des Services Vétérinaires d'Afrique Centrale».

Du 31 mars au 4 avril 2014, **M. Quentin Renard**, spécialiste en inventaire forestier et **M. Patrice Ngalla**, spécialiste en télédétection et système d'information géographique, tous deux pour le projet MNV étaient en mission au Tchad dans le cadre de l'atelier de renforcement des capacités en matière de systèmes nationaux de surveillance des forêts.

Les nouvelles publications de la FAO

<http://www.fao.org/publications/fr/>



Responsable de Publication
Marc Abdala

Comité de rédaction
Batédjim Noudjalbaye
Toyoun Nguenaye
François Mbaïdedji
Constant Keideur
Marianne Tinlot
Alice Verrier
Valérie Rasoahaingo
& les coordonnateurs de projets

Ont contribué à ce numéro
Ngarkidané Djidingar
Emmanuel Gondo
Sow Salif

Contacts
Représentation - FAO/Tchad
Rue 2058, Avenue Félix Eboué
BP : 101 - N'Djaména Tchad
Tél. : 00235/ 22 52 36 17
Fax : 00235/ 22 51 88 50
Courriel: FAO-TD@fao.org
www.fao.org/tchad/fr/

Pour en savoir plus:
<http://www.fao.org/family-farming-2014/fr/>